

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 25 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EQIOM GRANULATS

Champ du Moulin / Pré des Gours
Germancy
58300 DECIZE

Références : 220586
Code AIOT : 0005400367

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2022 dans l'établissement EQIOM GRANULATS, implanté Champ du Moulin/Pré des Gours – Germancy - 58300 DECIZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM GRANULATS
- Champ du Moulin/Pré des Gours - Germancy - 58300 DECIZE
- Code AIOT : 0005400367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site est une carrière alluvionnaire autorisée depuis 1988. Le site comporte également une installation de traitement des alluvions extraits.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est apparu à l'inspection propre et bien entretenu. La présente inspection a eu lieu au moment où le site est passé en alerte renforcée en termes de sécheresse. Les obligations des acteurs industriels en cette période sont rappelées à l'exploitant dans ce rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rejets	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 27.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des retombées	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 32.1	/	Sans objet
3	Recyclage des eaux de procédés (eaux de lavage)	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 26.3	/	Sans objet
4	Analyses et contrôles	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 27.3	/	Sans objet
7	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 38	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 12	/	Sans objet
6	Dispositions particulières au site	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 34.2	/	Sans objet
6	Niveaux acoustiques admissibles	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 33.2	/	Sans objet
7	Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 36	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 39	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien organisé. Cependant, il est apparu au cours de cette inspection que la transmission des documents imposée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n'était pas respectée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 27.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :</p> <p>pH (mesuré dans l'effluent en amont suivant la norme NFT 90 008) compris entre 5,5 et 8,5,</p> <p>température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C,</p> <p>couleur (mesurée suivant la norme NFT 90 034) telle que la modification de la couleur du milieu naturel récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mIPt/l,</p> <p>absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de l'écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20°C,</p> <p>matière en suspension totale (MEST mesurée suivant la norme NFT 90 105) inférieure à 35 mg/l,</p> <p>demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO mesurée suivant la norme NFT 90 101) inférieure à 125 mg/l,</p> <p>hydrocarbures (mesurés suivant la norme NFT 90 114) inférieurs à 10 mg/l.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Constats : Les dernières analyses du 23/06/2022 montrent des dépassements de la couleur (150 mgPt/l), de la demande chimique en oxygène (DCO) (304 mgO₂/L), des matières en suspension (MES) (670 mg/L). Les autres paramètres n'appellent pas d'observations.</p> <p>Les prélèvements précédents 2020 et 2021 ne montraient des dépassements de seuil que pour les matières en suspension.</p> <p>Le dernier nettoyage du déshuileur date du 08/12/2021, le BSD complet et signé par la société EDIB a été montré à l'inspection.</p> <p>Le dépassement de MES était déjà en non-conformité lors de la précédente inspection du 18/10/2016. <u>Il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les mesures nécessaires afin de ramener les rejets à des seuils respectant l'arrêté préfectoral susvisé dans un délai de 2 mois.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Contrôle des retombées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 32.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité des retombées de poussières.</p> <p>Un dispositif indiquant la direction du vent est implanté sur le site.</p> <p>Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse, de référence en vigueur à la date de l'arrêté sont fixées conformément aux normes NFX 43 021 - 43 023 et 43 017.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont à déterminer en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p> <p>3 points de contrôle au moins seront implantés.</p> <p>Un rapport synthétise, chaque année, l'exploitation des mesures réalisées. Il est transmis à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats : Il avait été demandé à l'exploitant d'installer un dispositif indiquant la direction du vent lors de l'inspection du 18/10/2016. Ce dispositif est en place.</p> <p>Les dernières campagnes de septembre 2020 et 2021 de surveillance de la qualité des retombées de poussières n'appellent pas d'observations.</p> <p>Ces rapports n'ont cependant pas été transmis à l'inspection conformément à l'arrêté préfectoral. Il est rappelé à l'exploitant que l'article 32.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation lui impose la transmission des rapports à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Recyclage des eaux de procédés (eaux de lavage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 26.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets, à l'extérieur du site autorisé, d'eaux de procédés des installations de traitement des matériaux et de lavage des véhicules sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément dans un bassin de 15 000 m³ et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eaux de procédés de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.</p> <p>Constats : Il n'y a pas de moyens mis en place pour mesurer la quantité d'eau recyclée sur le site.</p> <p>Les prélèvements d'eau sont relevés tous les mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les prélèvements d'eau de ville sont faibles, usage uniquement sanitaire. - les prélèvements des eaux souterraines sont de 19 053, 20 810, 13 940 et de 12 988 m³ d'avril à juillet 2022. Ces eaux sont recyclées via un fonctionnement en circuit fermé. <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant lors de la visite du 18/10/2016 de démontrer que le taux de recyclage des eaux est supérieur à 80 %. La démonstration n'a pas été faite à ce jour.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de démontrer son taux de recyclage des eaux de process. Le cas échéant, expliciter l'impossibilité de mettre en place cette mesure.</p> <p>Au moment de l'inspection, l'arrêté sécheresse du 09/08/2022 était en vigueur, le site dépend de la zone Loire Amont dont le seuil d'alerte renforcée a été franchi.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que l'arrêté cadre sécheresse n°58-2021-06-15-00011 impose, en période d'alerte renforcée ou de crise, à toutes les activités industrielles dont la consommation est supérieure à 1 000 m³/an, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place un registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100 m³/jour - réduire les prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. <p>L'exploitant devra fournir ces relevés toutes les semaines à l'inspection pendant les 3 prochaines semaines. A titre de comparaison, il fournira également les relevés pour la même période en 2021.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Analyses et contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 27.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant procède périodiquement, à ses frais, au contrôle des eaux rejetées dans le milieu naturel, au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs, aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.</p> <p>La fréquence de ce contrôle est semestrielle. Celui-ci porte sur les paramètres physico-chimiques définis à l'article précédent et sur le débit.</p> <p>Les résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eau sont conservés à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'anomalies constatées, l'information, accompagnée des résultats obtenus et commentaires appropriés nécessaires à en expliquer la raison, puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, sont adressés sous 48 h à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Comme explicité dans le point de contrôle précédent, les analyses ont mis en évidence des anomalies. L'information n'a pas été transmise à l'inspection.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit fournir ses analyses présentant des anomalies sous 48h à l'inspection accompagnées des explications potentielles et les mesures correctives mises en place.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 12
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.</p> <p>Constats : Le bornage a été refait récemment, des bornes ont pu être observées lors de la visite sur le terrain.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions particulières au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 34.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant procède à la mise en application stricte de toutes les recommandations de l'étude hydraulique et réalise les aménagements prévus par cette étude, à savoir :</p> <p>le maintien et l'entretien de la digue insubmersible existante entre la gravière et la Loire,</p> <p>le fractionnement de l'exploitation actuelle en trois bassins séparés par des digues, chaque digue comportant un seuil d'intercommunication protégé par enrochements,</p> <p>l'aménagement du seuil amont situé au nord-est du site, à l'aide d'enrochements appropriés, sur une largeur de 25 m, la crête du seuil étant calée au niveau 187,40 (IGN 69),</p> <p>le maintien d'un merlon de séparation entre la gravière actuelle et l'extension envisagée, comportant également un seuil intermédiaire, protégé par enrochements.</p> <p>Ces ouvrages sont réalisés conformément aux caractéristiques indiquées dans l'étude hydraulique figurant au dossier de demande.</p>
<p>Constats : La digue insubmersible entre la gravière et la Loire est bien en place pour séparer le site du fleuve. Les digues de séparation entre les bassins sont en place. Les enrochements au niveau du seuil amont nord-est sont également en place.</p> <p>L'extension ayant eu lieu, les merlons de séparation ne sont plus d'actualité.</p> <p>Ces points n'appellent pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Niveaux acoustiques admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 33.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée : -65 dB(A) pour la période diurne allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés, -55 dB(A) pour la période nocturne allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés. Sous réserve du respect de l'émergence de 5 dB(A) en limite de la zone d'exploitation autorisée. Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue équivalent pondéré A : LAeq. L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins une heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de l'installation.</p>
<p>Constats : Un dépassement des niveaux acoustiques admissibles avait été constaté lors des mesures d'août 2021. Une émergence de 8 dB(A) a été constatée à la ZER 1.</p> <p>Une nouvelle mesure a été faite en avril 2022, aucun dépassement n'a été observé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 38
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie constitués d'extincteurs judicieusement répartis, dont la nature et la capacité sont déterminées en accord avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours.</p> <p>Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois l'an.</p> <p>Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>Dans les zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion, un permis de feu doit être délivré pour tous les travaux nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source de chaleur.</p>
<p>Constats : Les extincteurs ont été vérifiés en 2021 sauf deux, oubliés, qui ont été vérifiés en mars 2022. Le plan indiquant l'emplacement de ceux-ci est affiché à l'accueil. Ce point n'appelle pas d'observation.</p> <p>La dernière vérification des installations électriques de juillet 2021 a montré six non-conformités. Les réparations ont été faites en novembre 2021. La prochaine vérification des installations électrique est prévue en septembre 2022. L'exploitant devra transmettre le rapport à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traitement et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 36
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations et valorisations sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usure,...) sont évacués dans ces conditions. Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques et des eaux de crue.</p> <p>Constats : Les déchets polluants sont stockés à l'abri des eaux météoriques sur une aire étanche et munie de rétention. Des pancartes indiquent l'emplacement pour chaque type de déchet. Le tri des déchets est effectué correctement.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de fournir à l'inspection les BSD complets et signés des derniers enlèvements de déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2003, article 39
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1/2000ème de la carrière. Sur ce plan sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m, la position des zones d'extraction, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état, la position des ouvrages visés à l'article 18 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</p> <p>Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Constats : Le plan mis à jour en octobre 2021 a été transmis à l'inspection le 27/01/2022. Tous les points cités dans l'arrêté préfectoral susvisé sont reportés sur ce plan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet